



CANADA  
MEDIA FUND

FONDS DES MÉDIAS  
DU CANADA

**PROGRAMME  
DE SOUTIEN À L'IMPACT  
DES ENTREPRISES  
AUTOCHTONES  
PRINCIPES DIRECTEURS  
2024-2025**

**Date limite :  
30 janvier 2025**

## Aide à l'accessibilité

**Le FMC a un programme d'aide à l'accessibilité. Pour toute demande d'aide ou d'accommodements, dans le cadre du processus de dépôt d'une demande, veuillez cliquer [ici](#) ou écrire à [access@cmf-fmc.ca](mailto:access@cmf-fmc.ca).**

## Interprétation, présentation d'une demande, avis de non-responsabilité et autres renseignements importants

Les présents Principes directeurs sont communiqués à titre de renseignement et pour des raisons pratiques aux personnes qui déposent une demande auprès du Fonds des médias du Canada (FMC). Les Principes directeurs fournissent un aperçu des objectifs du FMC et de son administration ainsi que des renseignements sur les pratiques administratives habituelles du FMC. La conformité à ces Principes directeurs est une condition préalable à toute admissibilité à une aide financière du FMC.

Le FMC administre ses fonds et applique ses Principes directeurs de façon discrétionnaire afin de garantir un financement à des projets qui contribuent à remplir son mandat. Le jugement du FMC prévaudra pour toute question relative à l'interprétation de ces Principes directeurs.

Les projets qui bénéficient d'une participation financière du FMC au cours d'une année donnée doivent respecter les politiques et les pratiques du FMC en vigueur au cours de l'exercice financier en question. Sauf indication contraire, les modifications apportées aux Principes directeurs et aux politiques au cours d'un exercice financier ultérieur ne seront pas appliquées de façon rétroactive. L'exercice financier du FMC commence le 1er avril et se termine le 31 mars.

*Veuillez noter que ces Principes directeurs du FMC peuvent être modifiés ou clarifiés au besoin, sans préavis. Pour des renseignements et une documentation à jour de ces Principes directeurs, veuillez consulter le site Internet du FMC à <https://cmf-fmc.ca/fr/>.*

## 1. Aperçu du programme

Répondant à un besoin urgent et à des priorités définies par des communautés autochtones, le Fonds des médias du Canada (FMC) a lancé le programme de soutien à l'impact des entreprises autochtones (SIEA) afin de fournir un financement unique aux entreprises détenues par des Autochtones. Cette initiative a pour but de garantir la stabilité ou la croissance de ces entreprises en investissant dans leur développement et celui de leur personnel. Le programme de SIEA s'arrime aux principes clés de la souveraineté narrative, aux appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation et à la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Le programme vise à soutenir un certain nombre d'activités, dont les suivantes :

- Stabilisation ou croissance des entreprises
- Formation et renforcement des capacités
- Engagement communautaire
- Accès au marché
- Mise en marché
- Aide à l'accessibilité
- Traduction et services linguistiques
- Autres activités pertinentes indiquées par les entreprises détenues par des Autochtones

## 2. Définitions applicables au soutien à l'impact des entreprises

2.1 Pour les besoins du soutien à l'impact des entreprises autochtones en 2024-2025, les peuples autochtones seront définis comme suit :

- a) Les Autochtones du Canada :
  - Premières Nations
  - Inuits
  - Métis

2.2 Pour les besoins du soutien à l'impact des entreprises autochtones en 2024-2025, les sociétés de production détenues et contrôlées par des Autochtones du Canada seront définies comme suit :

- b) Entreprises requérantes où au moins 51 % de la propriété et des droits d'auteur des projets sont détenus par un·e membre (ou des membres) de l'une (ou d'une combinaison) des communautés mentionnées dans la section 2.1a) Les Autochtones du Canada (c.-à.-d. les Premières Nations, les Inuits et les Métis).

## 3. Résultats escomptés

Le programme de SIEA vise à favoriser la création d'un écosystème de production prospère et équitable. Les résultats escomptés sont les suivants :

### Soutenir la stabilisation ou la croissance des entreprises

- Permettre aux professionnel·les et aux entreprises autochtones d'atteindre la stabilité ou de se développer, ce qui comprend :
  - La participation à des événements de réseautage et d'apprentissage
  - L'élaboration de matériels et de stratégies
  - La création de possibilités commerciales et de partenariats internationaux

### Établir des relations et créer des possibilités financières

- Les entreprises autochtones peuvent participer à des activités de réseautage pour présenter des projets, nouer des partenariats, obtenir un soutien financier et stimuler les résultats commerciaux.

## **Renforcer les compétences et l'expertise des entreprises**

- Aider les propriétaires d'entreprises et les producteur·trices à renforcer leurs compétences et à augmenter leur capacité opérationnelle.

## **Accroître les possibilités d'emploi et de développement**

- Créer des emplois et favoriser l'avancement des personnes et des entreprises.

## **4. Entreprises requérantes admissibles**

- Sociétés de production détenues et contrôlées par des Autochtones du Canada
- Les sociétés qui reçoivent des fonds de production du programme autochtone du FMC pour les exercices financiers 2022-2023 ou 2023-2024
- Les entreprises requérantes admissibles doivent être en règle auprès du FMC en ce qui a trait aux rapports et aux éléments livrables des projets financés précédemment

## **5. Entreprises requérantes non admissibles**

- Organisations à but non lucratif
- Gouvernements et agences gouvernementales ou quasi-gouvernementales
- Autres organismes de financement
- Organisations qui sont en défaut ou qui ne sont pas en règle auprès d'un service du FMC
- Entreprises qui n'ont pas reçu de financement dans le cadre du fonds de production du programme autochtone du FMC

## **6. Activités admissibles :**

Les entreprises requérantes peuvent soumettre des demandes de financement d'un montant de 50 000 \$ pour des projets qui visent à :

- Développer le potentiel des entreprises et du secteur dans son ensemble par du mentorat, des formations, un encadrement et un développement des compétences qui tiennent compte des spécificités culturelles
- Renforcer les connaissances et le savoir-faire nécessaires pour rivaliser efficacement sur les marchés nationaux et internationaux
- Soutenir les initiatives de marketing et de promotion visant à percer de nouveaux marchés et à renforcer sa présence dans les marchés existants (ce qui comprend le développement ou l'amélioration des occasions d'échanges entre Nations)
- Favoriser un engagement communautaire constructif pour la création de contenu (consultation, accessibilité, durabilité, traduction, etc.)
- Encourager les initiatives de collaboration entre les entreprises et les communautés ou soutenir les échanges entre les communautés intersectionnelles
- Soutenir d'autres activités à approuver avant la demande

**Il est à noter que les retombées des composantes des projets admissibles peuvent avoir une portée régionale, provinciale ou territoriale, ou nationale.**

## **7. Activités non admissibles**

- Projets déjà lancés ou considérablement avancés
- Projets principalement axés sur la recherche ou l'analyse de documentation
- Logiciels, produits numériques et outils d'agence
- Films étudiants ou projets ciblant les jeunes
- Projets visant surtout à appuyer les secteurs des courts métrages, de l'éducation ou des beaux-arts

## 8. Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles doivent être liées à des initiatives précises et être engagées directement pour mener à bien le projet. Le FMC a le droit de refuser ou de réduire toute dépense jugée excessive ou non admissible. Parmi les dépenses admissibles, mentionnons :

- Frais de consultation et honoraires versés aux responsables du mentorat, aux conseiller·ères, aux spécialistes ainsi qu'aux leaders communautaires
- Frais et honoraires pour les participant·es, les mentoré·es et les travailleur·euses de soutien
- Frais liés à la gestion de projets, aux postes contractuels et à la coordination
- Participation à des festivals et à des marchés de ventes
- Marketing et promotion
- Frais de déplacement et d'hébergement, et indemnités quotidiennes pour les participant·es
- Location d'installations et d'équipement spécialisés
- Frais de plateforme en ligne pour événements virtuels
- Dépenses administratives
- Autres dépenses de tiers directement liées au projet (obtention de droits, affaires commerciales, etc.)
- Services de soutien tels que la traduction, l'interprétation en langue des signes américaine, la vidéo descriptive et d'autres mesures d'accessibilité
- Dépenses liées aux mesures de durabilité

## 9. Dépenses non admissibles

Parmi les dépenses non admissibles, mentionnons :

- Acquisition d'immobilisations
- Taxes pouvant faire l'objet d'une remise pour l'entreprise requérante (comme la TVH, la TPS, la TVQ ou la TVA), pénalités, contraventions et cotisations de retraite
- Dépenses courantes ou opérationnelles (comme les salaires du personnel en dehors de la gestion et de la coordination directes du projet)
- Marchandises d'événements
- Dépenses pour des activités déjà financées par le FMC ou d'autres organismes
- Prix

## 10. Mesures du succès :

Le succès des projets soutenus par le programme sera évalué par des résultats tangibles et mesurables, notamment :

- L'avancement de carrière ou le placement des professionnel·les autochtones.
- L'amélioration du développement des compétences des membres de l'équipe.
- L'augmentation des possibilités de distribution, de vente et d'exportation.
- L'obtention d'un financement supplémentaire pour le projet.
- L'obtention d'autres résultats pertinents contribuant à la croissance et à la stabilisation des entreprises autochtones.

## 11. Nature et montant de la participation financière

Les projets reçoivent des fonds à la suite d'un processus de sélection. La somme consentie à chaque projet prendra la forme d'une contribution non remboursable versée directement à l'entreprise requérante par le FMC.

La contribution du FMC sera de 50 000 \$ par entreprise (limite d'une demande par entreprise).

Après la sélection des projets, le FMC conclura un accord avec chacune des entreprises requérantes dans lequel seront précisés les détails du projet, les principaux éléments livrables et les exigences en matière de rapports.

## 12. Date limite

30 janvier 2025, minuit (HE).

## 13. Processus de demande

Les dossiers relatifs à la demande seront fournis aux entreprises admissibles au moins quatre (4) semaines après la date limite. Veuillez envoyer les formulaires de demande par le biais du lien fourni.

Les entreprises requérantes devront fournir un numéro PERSONA-ID pour le personnel clé dans le cadre de la demande. Pour en savoir plus sur le système d'autoidentification PERSONA-ID, veuillez cliquer [ici](#).

Toutes les activités et dépenses doivent être clôturées au moment de la présentation des éléments livrables finaux.

Si une entreprise requérante soumet une demande qui contient de fausses affirmations, de fausses références ou de fausses déclarations, ou qui omet des vérités importantes et pertinentes, elle sera disqualifiée et pourra être considérée comme non admissible pour d'autres demandes de participation aux programmes du FMC.

## 14. Processus de sélection

Le SIEA est octroyé à la suite d'un processus de sélection. Les évaluations seront menées par un jury composé de membres du personnel du FMC, qui comprend des membres de communautés autochtones et en quête d'équité. Les décisions seront rendues environ huit (8) semaines après la date limite de dépôt de la demande. Il est à noter que si la demande dépasse les fonds disponibles, le jury pourrait offrir moins de soutien que le montant total demandé par l'entreprise requérante.

## 15. Critères d'évaluation – Objectif du projet et mesures de succès

CRITÈRES	
<b>Raison d'être et occasion</b>	
<i>L'entreprise requérante a-t-elle clairement décrit l'activité proposée? A-t-elle indiqué l'obstacle, le besoin ou l'occasion?</i>	/20
<b>Activité proposée</b>	
<i>L'activité proposée est-elle appropriée et efficace?</i>	/10
<b>Inclusion et accessibilité</b>	
<i>Une approche accessible et significative de l'accessibilité et de l'inclusion est-elle adoptée par l'entreprise requérante?</i>	/10
<b>Collaboration, positionnement et engagement</b>	
<i>L'entreprise requérante a-t-elle expliqué son lien avec les personnes participantes, les communautés et le projet proposés? Les collaborations proposées sont-elles appropriées à l'activité?</i>	/20
<b>Faisabilité du projet</b>	
<i>L'entreprise requérante peut-elle concrètement entreprendre cette initiative avec le temps et les ressources proposés?</i>	/10
<b>Retombées et résultats</b>	
<i>L'activité proposée aura-t-elle des retombées mesurables pour les personnes et les entreprises?</i>	/20
<i>Permet-elle de stabiliser ou de faire croître l'entreprise requérante, ou soutient-elle l'ensemble de l'écosystème de la production audiovisuelle autochtone?</i>	
<b>GLOBAL</b>	/10
<b>TOTAL</b>	/100

## **16. Processus pour les projets financés**

Une fois les décisions prises, les entreprises requérantes recevront une lettre d'offre. La lettre adressée aux entreprises requérantes dont les projets ont été retenus décrira tous les éléments livrables exigés pour conclure un accord de financement dans le cadre du programme de soutien à l'impact des entreprises autochtones avec le FMC.

Calendrier de paiement\*

1. 90 % à la signature de l'accord de financement dans le cadre du programme de soutien à l'impact des entreprises autochtones avec le FMC
2. 10 % à la livraison et à la réception des éléments livrables finaux du projet (rapport de coûts final, rapport final, etc.)

\*Certaines exceptions peuvent s'appliquer.

## **17. Rapports**

Les entreprises requérantes sont tenues de présenter un rapport final et un rapport final sur les coûts, ainsi que tous les éléments livrables prévus au contrat. Les éléments livrables ne peuvent être soumis que lorsque toutes les activités ont été menées à bien et que les dépenses réelles finales ont été calculées.

Le questionnaire du rapport final sera fourni aux entreprises requérantes retenues lors de la signature de l'accord. Une fois l'activité proposée achevée, les entreprises requérantes sous contrat devront soumettre le questionnaire du rapport final ainsi qu'un rapport sur les coûts.